

## **Chômage et emploi, Les pièges des comparaisons statistiques**

Il n'est pas de jours sans que des "experts" viennent nous présenter les bons élèves européens en exemple pour nous convaincre de les imiter en faisant de toute urgence les fameuses "réformes de structures"(??). Ces élèves, ou plutôt ces maîtres qui nous donnent des leçons, sont les pays du Nord, les Germains pour tout dire, qui regardent ces métèques de Latins avec le mépris qu'une race supérieure a, par nature, vis-à-vis de ceux qui doivent se soumettre ou disparaître. Rien de tel que les périodes de crise pour favoriser le retour du refoulé.

Bien évidemment, nos experts médiatiques, en hommage sans doute à leurs ancêtres de Radio Paris des années 40, ne manquent aucune occasion de nous rappeler, chiffres à l'appui, cette donnée quasi anthropologique, pour ne pas dire raciale, de nous inciter à abandonner notre latinité, et nous asséner que nous sommes Francs, donc Germains.

Signe des temps : naguère, les bonnes classes étaient celles où l'on enseignait le Grec et le Latin, un bon élève était d'ailleurs dit "fort-en-thème", culture générale oblige; puis ce furent les classes scientifiques, développement industriel oblige ; désormais ce seront les classes bilangues, finance et commerce internationaux obligent. Et comme par hasard, les deux langues proposées de préférence sont l'Anglais et l'Allemand, et ce n'est évidemment pas à cause de Shakespeare ou de Goethe. Quant à la langue de Molière, Rousseau et Hugo, elle sera ramenée, à terme, au niveau du Breton ou du Basque, dans une société sans Etat mais constituée d'Empires pour l'économique et d'ethnies pour le culturel.

Décidément, le père Coiffet ne s'arrange pas, il est de plus en plus délirant. Alors que ce qui est en cause, ce sont des différentiels économiques indiscutables au regard des chiffres, et qu'il y a donc nécessité de revenir aux réalités concrètes et en déduire les réformes à opérer pour enrayer la chute et ne pas en arriver où en sont les Grecs, Espagnols, Portugais et autres Italiens.

Ah l'autorité des chiffres !

Bien, abandonnons les billevesées historico-psycho... Et intéressons-nous aux chiffres. Il serait trop long de relever la quantité de chiffres erronés, volontairement ou par inculture économique, déversés quotidiennement dans la sphère médiatique. Impossible, aussi, de s'intéresser à tous les domaines. On s'en tiendra à ce qui est souvent présenté comme le point majeur de la crise actuelle : le chômage et plus généralement l'emploi. Là non plus, on ne va pas approfondir la réflexion sur les concepts en question, ce sera pour une autre fois. On va s'en tenir à observer les écarts importants, donc significatifs, du taux de chômage en Europe.

Les chiffres officiels semblent, en effet, sans appel.

Au tableau d'honneur : l'Autriche (4,4%), les Pays-Bas (5,3%) et l'Allemagne (5,6%)

Proches de l'exclusion : l'Espagne (25,2%), la Grèce (24,5%), le Portugal (16,4%)

Quant à la France : médiocre et en baisse dangereuse (10,1%).

*Attention un chiffre peut en cacher un autre*

Avant d'énoncer rapidement les causes, structurelles nous dit-on, de ces écarts spectaculaires, il convient de s'assurer de la validité, ou plutôt de la pertinence de la comparaison d'un taux unique, bref qu'il indique bien la même réalité partout. En premier lieu, la notion de chômeurs n'est pas définie de la même manière dans tous les pays, ce qui biaise donc cet indicateur. Cependant, pour ne pas alourdir la réflexion, on laissera ce point de côté, pour se pencher sur un aspect plus immédiatement observable et que, pourtant, nos "experts" négligent prudemment d'évoquer : la différence de structure de l'emploi dans les différents pays. Pour comprendre et relativiser sérieusement ces comparaisons, on partira du tableau suivant.

Taux de chômage 2012		Chômeurs en milliers	Travailleurs à temps partiel		
			Hommes	Femmes	Ensemble
Espagne	25,2	5 762,60	5,6	12,1	13,7
Grèce	24,5	1 201,10	4,2	10	6,6
Italie	10,8	2 735,60	5,5	29,3	15,2
Portugal	16,4	855,30	7	13,5	10,1
Pologne	10,2	1 745,20	4,7	10,4	7,3
U E (27 Pays)	10,6	25 258,40	8,1	31,6	18,8
Royaume Uni	8	2 488,80	11	42,2	25,5
Allemagne	5,6	2 308,90	9	45	25,7
Belgique	7,6	368,40	9,2	43,3	24,7
Suède	8,5	399,70	12	38,7	24,7
Danemark	7,7	218,40	14,2	37,7	25,1
France	10,1	2 820,70	6,5	29,9	17,6
Autriche	4,4	188,80	7,8	43,4	24,3
Pays-Bas	5,3	460,00	24,3	76,5	48,5

Les premières colonnes ne font que confirmer les propos de nos "experts". Mais, la deuxième partie du tableau fournit des informations très éclairantes, et pas seulement pour moduler les taux, mais sur des traits caractéristiques de chaque pays. Restons-en cependant à l'aspect statistique. Les écarts s'inversent, et de manière significative pour ce qui concerne le taux de travailleurs à temps partiel, et c'est particulièrement sensible pour le travail féminin.

Un expert sérieux, et pas nécessairement sorti de Polytechnique, pourrait faire des calculs simples pour rendre compte réellement du niveau de l'emploi dans chaque pays.

A tout seigneur tout honneur : examinons l'état de l'emploi en Allemagne à partir de ces chiffres. On observe un taux de travailleurs à temps partiel de 25,7% (42,2% pour les femmes). Calculons :

Avec 2,3089 millions de chômeurs et un taux de chômage de 5,6%, on a une population active totale de 41,230 millions et une population active occupée de 38,921 millions. Sur ces 38,921 millions 74,3% sont à temps plein, soit 28,918 millions, et 25,7% sont à temps partiel, soit 10,002 millions. On admettra raisonnablement qu'en moyenne, les temps partiels sont des mi-temps, on peut donc estimer que 10,002 millions de mi-temps correspondent à 5,001 millions d'emplois à plein temps. Donc, à temps plein, le nombre d'emplois est de

$$28,918 + 5,001 = 33,919 \text{ millions}$$

$$\text{Ce qui donnerait : } 41,230 - 33,919 = 7,31 \text{ millions de chômeurs, soit } 17,7\%.$$

Certes, les écarts dans l'emploi ne s'expliquent pas seulement par ce phénomène, mais par contre il oblige à sérieusement réviser les jugements à l'emporte-pièces. Il n'y a pas de miracle et encore moins de modèle Allemand ou nordique. La baisse de l'emploi depuis des décennies est vraie partout et il n'y aura pas « d'inversion de la courbe », comme le prédit, qui

déjà ? Sauf en termes de statistiques artificielles. Ainsi, la France pourrait s'engager dans l'augmentation des emplois à temps partiels (en particulier pour les femmes).

Avec les taux de temps partiel allemands, quel serait le taux de chômage français ? Je vous fais grâce des calculs : les résultats donnent : 1,666 Millions de chômeurs, soit 5,9%.

A l'inverse, avec les taux de temps partiels français appliqués à l'Allemagne, cela donne : 3,929 millions de chômeurs, soit 9,7%

On peut être encore plus spectaculaire en comparant la France et les Pays-Bas.

-La France, avec la structure des Pays-Bas, non seulement n'aurait pas de chômeurs mais aurait un déficit de près de 2,295 millions d'actifs !!!

-Les Pays-Bas, avec la structure française auraient 1,832 millions de chômeurs, soit un taux de 21%

Mais il est plus simple de présenter un nouveau tableau comparatif, en attribuant à chaque pays la même structure de l'emploi, toujours en admettant que le temps partiel correspond en moyenne à 1/2 temps complet.

Prenons comme référence la structure moyenne dans l'Europe: 18,8% de temps partiel. Appliquons-là à tous les pays du tableau, et comparons les résultats ainsi obtenus aux taux officiels :

	Chômeurs en milliers	Taux de Chômage	taux officiels
<b>Espagne</b>	<b>4 245</b>	<b>18%</b>	<b>25,2</b>
<b>Grèce (*)</b>	<b>249</b>	<b>0</b>	<b>24,5</b>
<b>Italie</b>	<b>1 671</b>	<b>6,60%</b>	<b>10,8</b>
<b>Portugal</b>	<b>647</b>	<b>12,40%</b>	<b>16,4</b>
<b>Pologne</b>	<b>883</b>	<b>5,10%</b>	<b>10,2</b>
<b>U E (27 pays)</b>	<b>25 258</b>	<b>10,60%</b>	
<b>Royaume- Uni</b>	<b>3 787</b>	<b>11,40%</b>	<b>8</b>
<b>Allemagne</b>	<b>3 787</b>	<b>9,20%</b>	<b>5,6</b>
<b>Belgique</b>	<b>516</b>	<b>10,60%</b>	<b>7,6</b>
<b>Suède</b>	<b>541</b>	<b>11,50%</b>	<b>8,5</b>
<b>Danemark</b>	<b>310</b>	<b>10,90%</b>	<b>7,7</b>
<b>France</b>	<b>2 651</b>	<b>9,40%</b>	<b>10,1</b>
<b>Autriche</b>	<b>314</b>	<b>7,30%</b>	<b>4,4</b>
<b>Pays-Bas</b>	<b>1 808</b>	<b>20,80%</b>	<b>5,3</b>

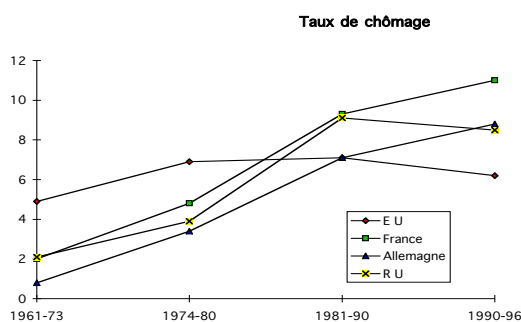
*Dans ce cas de figure, la Grèce n'aurait pas de chômeur, mais un déficit de main d'œuvre de 249 mille*

Ce nouveau taux, bien que plus pertinent en termes d'emplois réels, ne saurait, cependant, davantage être utilisé comme "l'indicateur" unique, qui rendrait compte de la bonne ou mauvaise santé du marché du travail. On tomberait dans le même travers que nos "experts". Bien d'autres informations, sur l'organisation sociale de chaque pays, le niveau des rémunérations, le système de redistribution etc. doivent être prises en compte. Cependant, si l'on s'en tient à une comparaison entre pays ne présentant pas de différences fondamentales

structurellement, entre autres, les trois “poids lourds” de l’UE (Allemagne, R U, France) et les fameux pays du Nord, on constate que les taux ainsi obtenus forment “peloton”. Que la France se retrouve en tête au côté de l’Allemagne, à 0,2% près et dépasse largement le champion du libéralisme classique -le RU- et le modèle des modèles des réformes de structures socio libérales –la Suède.

### *L’irrésistible ascension de la “désactivité”*

Rien là de très original pour tout observateur du phénomène à long terme. En réalité, depuis la fin des années 60, dans tous les pays occidentaux, le chômage s’est accru brutalement et durablement jusqu’à aujourd’hui et cela n’est pas près de s’arrêter.



On peut voir dans la première courbe que dans la période 61-73 (le Taux de croissance du PIB était autour de 5%), si les trois grandes économies européennes n’ont pratiquement pas de chômage, les Etats-Unis ont déjà 5% de chômage. Comme toujours, les mutations économiques se manifestent en premier aux E U. Dans la période 74-80, le taux américain continue de croître pour atteindre entre 7 et 8% suivant les années et les taux Européens doublent.

Le chômage, qu’on pensait être un “fléau” définitivement éradiqué, au même titre que la peste ou le choléra, nous saute à la figure. En France par exemple quand on passe à 500 000 chômeurs, la colère gronde fortement et Pompidou a cette fameuse formule : « Si l’on atteint le million, ce sera la révolution ! » Non seulement le million sera atteint mais on dépassera les 2 millions, avec un taux qui tourne autour de 10% en France, et qui auront des pics 12% à 13% au RU et dépassera les 20% en Espagne... Et la révolution n’a pas eu lieu ! Bien au contraire, ce brutal changement dans la vision de l’emploi se traduit par un mélange de crainte, de honte et de lâcheté qui éteignit singulièrement l’ardeur revendicative.

### *Croissance-emploi-chômage, ménage à trois pas nécessairement harmonieux*

Pays	%	1961-73	1974-80	1981-90	1990-98
	<b>Taux de crois.</b>	4,5	2,9	3	2,2
<b>Etats-Unis</b>	<b>Crois de l’empl</b>	2	2,3	1,8	1,5
	<b>Taux de chômage</b>	4,9	6,8	7	6
	<b>Taux de crois</b>	4,3	2,5	2,5	2,4
<b>Allemagne</b>	<b>Crois de l’empl</b>	0,3	0	0,5	-2,4
	<b>Taux de chômage</b>	0,8	3,4	7,1	10
	<b>Taux de crois</b>	5,4	2,6	2,5	1,5
<b>France</b>	<b>Crois de l’empl</b>	0,8	0,4	0,3	0,5
	<b>Taux de chômage</b>	2,3	4,8	9,3	11,3

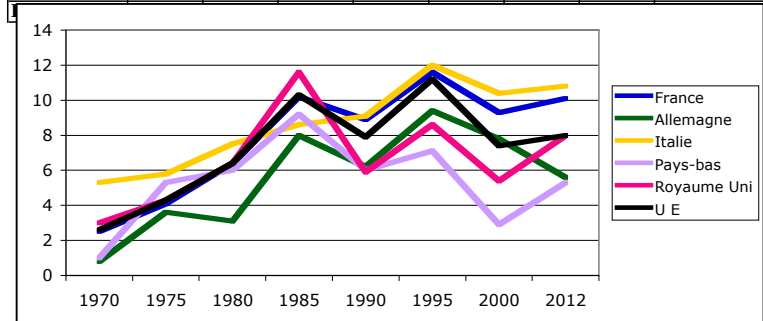
On peut remarquer que, pendant cette période, le Taux américain se stabilisa et même commença de régresser. Le taux de croissance de P IB n’est pas sensiblement différent des

deux Européens, il n’y a donc pas relance, et d’ailleurs il n’y avait pas eu de récession. Mais, les EU ont encore un temps d’avance : ils ne diminuent pas le taux de chômage par un accroissement de l’emploi mais par la “gestion” juridico-socio-statistique. Les pays européens feront de même à partir des années 90, chacun à sa manière, en fonction de sa culture (rapport au travail, conception des transferts sociaux, etc).

On peut voir que, hors période de vraie récession (taux de croissance négatif), il n’y a pas de rapport causal entre le taux de croissance et le taux de chômage, ni même entre création d’emplois et chômage. Ainsi, dans la première période, le taux de croissance est à peu près le même dans les 3 pays et pourtant le taux de croissance de l’emploi et celui du chômage sont très différents : les EU créent 2% d’emploi, mais ont un taux de chômage de 5%. L’Allemagne ne crée que 0,3% d’emplois et a un taux de chômage de 0,8%. La France, a un taux de croissance plus élevé (5,4%), elle ne crée que 0,8% d’emplois et a un taux de chômage de 2,3%.

On peut voir que ces distorsions sont toujours vraies par la suite, mais pas nécessairement dans le même sens d’un pays à un autre. Preuve que le chômage ne peut être envisagé comme mécaniquement dépendant de la croissance ni même du taux d’emplois. Il est aussi, sinon davantage, déterminé par des phénomènes démographiques, sociaux, culturels, juridiques. Son évaluation par le seul taux de chômage n’est pertinente ni dans le temps (ces différents facteurs énoncés à l’instant changent et donc biaisent la comparaison), ni dans l’espace (ces mêmes facteurs peuvent être très différents d’un pays à un autre et, aussi, évoluer différemment).

	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2012
France	2,5	4,1	6,4	10,2	8,9	11,6	9,3	10,1
Allemagne	0,8	3,6	3,1	8	6,2	9,4	7,8	5,6
Italie	5,3	5,8	7,5	8,6	9,1	12	10,4	10,8
Pays-bas	1	5,3	6	9,2	6	7,1	2,9	5,3
Royaume Uni	3	4,3	6,4	11,6	5,9	8,6	5,4	8
U E	2,6	4,3	6,4	10,3	7,9	11,2	7,4	8



Evolution du taux de chômage (taux officiels non corrigés)

C’est ce qui explique qu’à partir de la fin des années 90, le taux ne continue pas sa progression, se stabilise avec des variations liées aux fluctuations de la conjoncture, C’est ce qui a fait dire n’importe quoi aux médias qui d’une année à l’autre notent la baisse, voire la résolution du chômage, ou, au contraire le retour “catastrophique” du chômage. Comme ces variations rapides et souvent amples sont décalées de 1 à 3 ans d’un pays à un autre : Le champion et le perdant d’une année peuvent s’inverser une ou quelques années plus tard.

### *La “gestion” du chômage pour stabiliser les taux*

Je ne peux pas entrer dans le détail des différentes manières de “gérer” le chômage de manière à le maintenir, voire même le baisser. On en a déjà vu une, au tout début, avec la variation du taux d’emplois à temps partiel, mais il y en a bien d’autres plus subtils ou plus tordus, comme on veut. Impossible ici de présenter toutes ces techniques de “gestion” ou de manipulation. Je vais, cependant, en présenter une autre, d’abord parce qu’elle a

singulièrement été utilisée en France, et, qu'en conséquence, on a des données faciles à observer.

Ce type de "gestion" consiste à transformer les chômeurs en inactifs : retarder le plus possible l'âge d'entrée sur le marché du travail et avancer l'âge de sortie. La prolongation de la scolarité, la multiplication des formations et l'avancée de l'âge de la retraite et les préretraites ont été les armes majeures en France, ce qui n'exclut pas d'autres manipulations juridico-statistiques. Pour comprendre l'intérêt de ces pratiques, il faut rappeler que le taux de chômage est le rapport des chômeurs sur la population active totale : PAO / PAT

La PAO correspond à la population ayant un emploi, c'est-à-dire aux besoins (demande de travail) des entreprises. La PAT correspond à la population qui se présente sur le marché (offre de travail). Le "truc" est donc de stabiliser ou diminuer la PAT.

Exemple symptomatique : les différents taux dans la population des 16-25 ans

	1985 (en milliers)	1995 (en milliers)	2012 (en milliers)
<b>Scolarisés</b>	2736	3798	
<b>Inactifs, divers</b>	863	535	
<b>Service national</b>	244	238	
<b>Stages, CES etc...</b>	481	789	
<b>Total inactifs</b>	<b>4324</b>	<b>5360</b>	<b>5083</b>
<b>Employés</b>	3163	2082	2257
<b>Chômeurs</b>	1069	727	734
<b>Total Actifs</b>	<b>4232</b>	<b>2809</b>	<b>2991</b>
<b>Total</b>	<b>8556</b>	<b>8169</b>	<b>8068</b>
<b>% des chômeurs</b>	<b>12,50%</b>	<b>8,90%</b>	<b>9,00%</b>
<b>Taux de chômage</b>	<b>25,20%</b>	<b>25,90%</b>	<b>24,60%</b>
<b>Taux d'activité</b>	<b>49,50%</b>	<b>34,40%</b>	<b>37,50%</b>
<b>Avec le taux d'activité de 1985, le T de chômage serait :</b>			
<b>1995: 51,2%</b>			
<b>2012 : 43,5%</b>			

On constate qu'entre 1985 et 2012 le taux de chômage des jeunes n'a pratiquement pas varié. Et pourtant, on n'a cessé de le mettre en lumière comme le problème prioritaire à régler. On a, à peu près tout dit sur les causes et tout tenter pour le résoudre, et rien n'y a fait apparemment. Apparemment seulement. Entre 85 (où l'on commence à prendre au sérieux la gravité et la persistance du chômage) et 95, le nombre de chômeurs diminue, mais le nombre d'actifs employés diminue aussi, et le taux de chômage augmente légèrement. Ratage complet ? Pas vraiment. Ce qui a substantiellement changé c'est le nombre de jeunes inactifs, autrement dit la PAT de cette tranche d'âge, en particulier par la scolarisation (+39% en 10 ans !!!) et le développement des stages et autres CES. Le taux d'activité est passé en 10 ans de 49,5% (1 jeune sur 2) à 34,4% (1 jeune sur 3). On peut lire au-dessous du tableau, ce qu'on a évité ainsi : un taux de chômage de 51% en 95 et de 44% en 2012!

Mais, la prolongation massive de la scolarité a des limites et mêmes de graves effets pervers, à la fois sur le fonctionnement des établissements et sur la psychologie des scolarisés "malgré eux". Ainsi, 15 ans après (en 2012) la situation n'a pas vraiment évolué. Sinon qu'on assiste à une diminution de la solarisation des 15-19 ans (89% en 1995 et 84% en 2012), qui est une des manifestations du rejet de l'école d'un nombre grandissant de jeunes. Il faut aussi

tenir compte de la fin du service militaire entre temps et du ralentissement des stages et autres “foutaises” à la mode dans les années 90. Ce qui signifie qu’un nombre croissant d’inactifs jeunes sont réellement inoccupés ou “s’occupent” en marge des règles de la société. Et ce n’est pas la réforme des retraites, telle qu’elle est envisagée, qui va enrayer ce désœuvrement dangereux des jeunes. Mais restons-en là, c’est un autre sujet, qui méritera d’être étudié une autre fois.

### *Et les pauvres alors ?*

Revenons donc, à notre examen critique des comparaisons internationales. Après tout, que l’Allemagne, le RU ou, encore mieux, le Danemark aient des taux de chômage plus bas qu’en France, entre autres, c’est que même avec un demi service, on arrive à bien vivre dans ces pays, on ne voit pas ce qu’il y aurait à redire. Il est tout de même étonnant que nos experts libéraux s’en accommodent, alors qu’ils ne cessent de tonner contre ceux qui avancent l’idée du partage du travail pour lutter contre le chômage. Et tant pis aussi pour les féministes, qui ne cessent de réclamer une parfaite égalité hommes femmes face à l’emploi : rappelons les taux de temps partiels des femmes : 76.5% au Danemark, 45% en Allemagne, 42,2% au R-U).

Mais surtout, les tableaux suivants, remettent les pendules à l’heure.

### **Taux de population au-dessous du seuil de pauvreté Selon qu’on fixe celui-ci à 40 %,50% ou 60% du salaire médian (60% est le taux retenu par les instances de l’UE)**

	Au seuil de 40 %	Au seuil de 50 %	Au seuil de 60%	Protection sociale en % du PIB (2010)
Espagne	10,1	15,2	21,8	25,7
Grèce	8,2	14,2	21,4	28
Italie	8,1	12,6	19,6	29,9
Portugal	5,5	11,1	18	27
Pologne	5,7	10,5	17,7	19,2
U E (27 Pays)	5,7	10,3	16,9	29,6
Royaume Uni	5	9,3	16,2	28,9
Allemagne	4,3	9,7	15,8	31,5
Belgique	3,6	9,7	15,3	30,4
Suède	3,7	7,6	14	32
Danemark	4,9	7,5	13	33,2
France	3,1	7,1	14	33,6
Autriche	3	7,1	12,6	30,6
Norvège	3,4	5,7	10,5	
Pays-Bas	2,6	5,2	11	31,6

Voilà un autre indicateur qui est peu avancé par nos “experts”, entre autres dans leurs comparaisons entre l’Allemagne et RU d’une part et France d’autre part. Les pays de cocagne, les champions en tout, ont aussi leurs pauvres, et même plus qu’en France. Chacun peut lire les taux : en nombre cela donne approximativement 13Millions en Allemagne, 10 au RU et 9 en France. Un autre trait est à noter : les taux de pauvreté sont “grosso modo” inversement proportionnels aux taux de protection sociale. Intéressant quand on sait que les fameuses réformes de structures proposées par notre haut clergé néolibéral européen consistent principalement à réduire massivement les dépenses de protection sociale.

### *Et puis le coût du travail “plombe” l’emploi. A voir...*

Le tableau suivant est tout aussi iconoclaste vis-à-vis des affirmations, présentées comme des évidences. Par exemple le chômage dépendrait du coût de la main d’œuvre. Inutile de commenter : la lecture de la 1<sup>ère</sup> colonne du tableau replace cette affirmation au niveau des lois divines que la réalité ne saurait remettre en question pour nos experts néolibéraux, et pour ceux qui s’en tiennent aux réalités, il y a foutaise ou manipulation.

Inversement ceux, ou celles, qui pensaient que les salaires sont tellement élevés dans ces pays champions que même un demi-temps... doivent revenir là aussi à la réalité. Le revenu médian est à peu près le même en Allemagne, en Suède, aux Pays-Bas et en France et, entre autres, les seuils de pauvreté sont de même niveau. Quant au RU, qui fait rêver nos diplômés d'HEC, il ne fait pas rêver les ouvriers et employés britanniques avec un revenu médian de 8 % inférieur à celui de la France et un taux de pauvreté de 16% supérieur. (Le tableau de la page suivante fournira aux plus curieux l'évolution du coût du travail depuis 2000)

	Coût de la MO ( en € par heure) (1)	Rev disponible médian (en SPA) (2)	Seuil de pauvreté (SPA) (3)	Population sous le Seuil de Pauvreté	Personnes en situation de privation matérielle (4)
<b>Espagne</b>	<b>20</b>	<b>12894</b>	<b>7 744</b>	<b>21,80%</b>	<b>11,6%</b> <b>(3,8%)</b>
<b>Grèce</b>	<b>18</b>	<b>11 480</b>	<b>6 889</b>	<b>21,40%</b>	<b>28,4%</b> <b>(14,7%)</b>
<b>Portugal</b>	<b>12</b>	<b>9 537</b>	<b>5 750</b>	<b>18,00%</b>	<b>20,9%</b> <b>(8,4%)</b>
<b>France</b>	<b>33</b>	<b>18 044</b>	<b>10 834</b>	<b>14,00%</b>	<b>12,4%</b> <b>(4,9%)</b>
<b>Italie</b>	<b>nd</b>	<b>15 514</b>	<b>9 308</b>	<b>19,60%</b>	<b>22,3%</b> <b>(11,2%)</b>
<b>Royaume-Uni</b>	<b>19</b>	<b>16 604</b>	<b>10 082</b>	<b>16,20%</b>	<b>13,3%</b> <b>(5%)</b>
<b>Suède</b>	<b>36</b>	<b>18 503</b>	<b>13 841</b>	<b>14,00%</b>	<b>4,2%</b> <b>(1,2%)</b>
<b>Allemagne</b>	<b>29</b>	<b>18 258</b>	<b>10 945</b>	<b>15,80%</b>	<b>12,4%</b> <b>(5,3%)</b>
<b>Pays-Bas</b>	<b>nd</b>	<b>18 877</b>	<b>11 251</b>	<b>11,00%</b>	<b>6,8%</b> <b>(2,4)</b>
<b>Danemark</b>	<b>38</b>	<b>18 537</b>	<b>11 208</b>	<b>13,00%</b>	<b>6,9%</b> <b>(2,6%)</b>

- 1) Coût horaire par salarié en équivalent temps plein (hors apprentis) dans les entreprises de l'industrie et des services marchands de dix salariés ou plus. (2010)
- (2) Revenu par unité de consommation. SPA: standard de pouvoir d'achat : unité monétaire artificielle utilisée pour neutraliser les différences de niveaux de prix entre les pays. (3) e seuil est fixé pour chaque pays à 60% de la médiane de la distribution du revenu disponible équivalisé (après transferts sociaux). Il est exprimé en Parités de Pouvoir d'Achat (PPA) de manière à prendre en compte les différences de coût de la vie entre les Etats membres de l'UE.
- (4) 1er % : L'indicateur est défini comme le pourcentage de la population avec une absence non-désirée d'au moins trois des neuf éléments de privation matérielle contenus dans la dimension "Contraintes économiques et biens d'équipement".
- 2° % : La collection «privation matérielle » couvre des indicateurs relatifs aux difficultés économiques, aux biens durables, au logement et à l'environnement de l'habitat. Les personnes en situation de privation matérielle grave ont des conditions de vie fortement affectées par le manque de ressources; quatre des neuf indicateurs de privation s'appliquent à elles: impossibilité 1) de régler le loyer ou les factures pour les services d'utilité publique, 2) de chauffer convenablement le domicile, 3) de faire face à des dépenses imprévues, 4) de consommer de la viande, du poisson ou un équivalent protéiné tous les deux jours, 5) de partir en vacances hors du domicile une semaine par an, 6) d'acheter une voiture, 7) d'acheter une machine à laver le linge, 8) d'acheter une télévision couleur ou 9) de payer une connexion téléphonique.



	2000		2004		2008		2013 (Q1)	
	Ind. et services marchands	Industries manufacturières	Ind. et services marchands	Industries manufacturières	Ind. et services marchands	Industries manufacturières	Ind. et services marchands	Industries manufacturières
Norvège					38,2	36,86	49,52	51,55
Suède	28,56	28,3	31,08	28,3	33,8	34,51	43,53	45,34
Belgique	26,68	28,48	30,33	32,32	35,7	36,7	41,2	42,65
Danemark	27,1	25,94	31,14	30,05	36,36	35,05	40,47	38,54
Allemagne	26,34	28,48	27,76	30,8	29,34	33,37	32,74	37,24
France	24,42	24,01	28,67	29,26	32,19	33,16	34,99	36,58
Pays-Bas	22,99	24,11	27,23	28,08	29,23	30,26	31,36	32,98
Italie	18,99	18,28	22,81	22,23	24,86	24,02	28,32	27,86
Espagne	14,22	15,01	16,25	17,42	18,94	20,28	20,89	22,65
Royaume-Uni	23,85	23,5	21,62	23,5	21,22	21,48	21,18	22,17
Grèce	11,48	10,57	15,39	13,93	16,51	15,77	15,19	14,19
Portugal	8,13	6,94	10,16	6,94	11,56	9,89	11,94	9,93
<b>Niveau du coût de l'heure de travail, en €</b>								
Sources: Enquêtes quadriennales du coût de MO (ECMO). Indices d'Eurostat pour le 1er Quart de 2013								

### *Et puis il y a ceux qui travaillent plus longtemps ...*

Une autre affirmation qui est avancée comme cause de la mauvaise santé de l'économie française et qui, là encore imposerait des réformes radicales : les salariés français travaillent moins que dans les autres pays (du Nord bien sûr) et seraient moins productifs.

Sur le premier point, voilà les chiffres officiels (sources Eurostat 2012) :

Durée moyenne à temps plein :

R U : 42h ; Allemagne : 40,7h ; Suède 39,9h, Danemark : 39,7 ; France 39,5h ; Pays-Bas : 39h, Danemark : 37,7h.

On pourrait dire : sans commentaire. Je vais pourtant reproduire le commentaire du Ministère du travail du 16 juillet 2013 :

*En comparaison internationale, la durée habituelle hebdomadaire est une mesure du temps de travail plus fiable que la durée annuelle effective. Pour les salariés à temps complet, elle est en France l'une des plus faibles dans l'Union européenne à 15 pays (39,5 contre 40,3 heures en moyenne). Or elle est l'une des plus élevées pour les salariés à temps partiel et le taux de temps partiel y est relativement plus faible. Ainsi, pour l'ensemble des salariés, la durée habituelle hebdomadaire en France est supérieure à celle de l'Union européenne à 15 pays (36,6 contre 35,6 heures).*

### *...et ceux qui sont plus productifs*

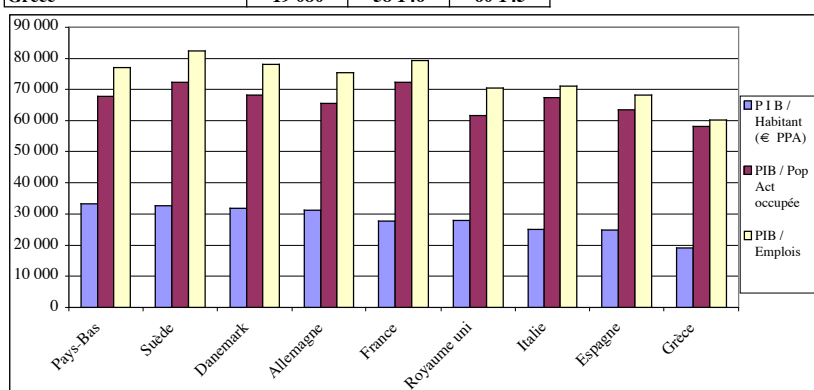
Pour ce qui est de la productivité, là aussi les pendules doivent être remises à l'heure. Son évaluation est évidemment très difficile, entre autres, d'une branche d'activité à une autre, et n'a pas le même sens en terme financier et en termes de satisfaction des besoins. Ainsi, doubler le nombre d'élèves par classe est incontestablement plus productif économiquement, mais est-ce plus efficace pour l'enseignement des élèves ? Bon, mettons de côté ces difficultés et acceptons de chiffrer globalement la productivité, en prenant deux indicateurs :

PIB /PAO (la production par actif employé)

PIB / emploi (production par actif, dans le cas où tous les emplois seraient à temps plein).

Le tableau suivant permet de constater que le salarié français est un des plus productifs d'Europe, et nettement devant l'Allemagne et le R U.

	PIB / Habitant (€ PPA)	PIB / Pop Act occupée	PIB / Emplois
Pays-Bas	33 210	67 684	77 060
Suède	32 650	72 217	82 413
Danemark	31 930	68 181	78 014
Allemagne	31 190	65 656	75 338
France	27 680	72 218	79192
Royaume uni	27 880	61 535	70 529
Italie	25 010	67 380	71 040
Espagne	24 880	63 452	68121
Grèce	19 080	58 146	60 145



Bien et alors ? Que faire. Avant de répondre, il faut savoir à quoi l'on a à faire. Il n'y a pas de chômage ! Ce n'est pas une formule provocatrice. Depuis près de 40 ans, on ne cesse d'évoquer la crise et donc le chômage. Or, si la libéralisation financière sans limites et les mesures imposées par l'Europe (c'est qui l'Europe au fait ?) ou le FMI, depuis quelques années, nous plongent dans une vraie crise de récession, avec paupérisation brutale des populations les unes après les autres, ce ne fut pas le cas, jusqu'en 2008 au moins. Le chômage perdure depuis près d'un demi-siècle et si chaque pays n'avait mis en œuvre des méthodes diverses de "gestion", les taux n'auraient cessé d'augmenter. En réalité, nous vivons une série de bouleversements qui posent le problème de l'emploi au sens capitaliste : on ne peut les développer ici, seulement les citer dans l'ordre croissant de leur rôle dans ce que j'appelle le désemploi, c'est-à-dire la réduction tendancielle du désemploi :

- Progrès technique d'une portée et d'une rapidité exceptionnelle sur les besoins de travail humain dans tous les secteurs, mondialisation dérégulée qui met en compétition des salariés aux conditions sociales sans communes mesures,

- Le désengagement de l'Etat et la baisse systématique des emplois publics, correspondant aux besoins fondamentaux, avec effet négatif sur la demande intérieure donc sur les autres emplois. Mais aussi, dégradation de l'enseignement et de la recherche et fuite des cerveaux.

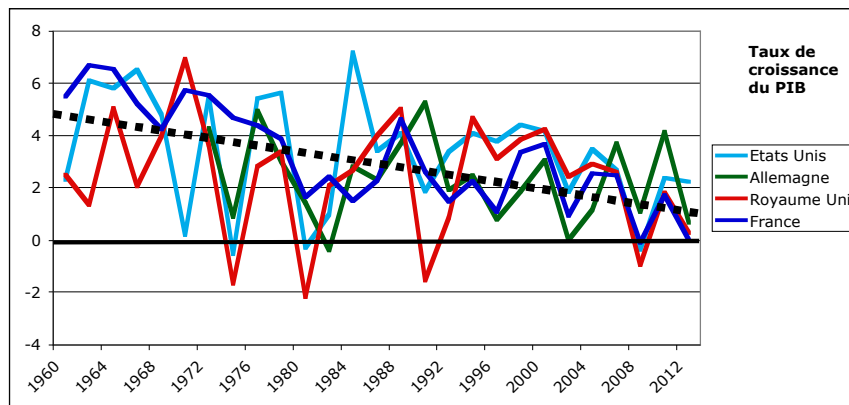
Il faudrait ajouter, le retour, légitime, des femmes sur le marché du travail dans les années 70, augmentant fortement et brutalement la PAT. Ainsi en France :

1968 –2011 : PAT : +7,870, dont Femmes : + 6426 (soit 81% de l'augmentation)

PAO : +5816, dont Femmes : + 5311 (soit 91% de l'augmentation)

Il y a là un phénomène socio culturel qui ne saurait être remis en cause, mais, comme les autres facteurs vus à l’instant, aurait nécessité de repenser en profondeur l’organisation du travail. En France, cela a contribué à augmenter le chômage, qu’on a en partie enrayé par “désactivité” des jeunes, ailleurs on a vu que le temps partiel a été la réponse à ce phénomène. Absurde dans tous les cas.

Enfin, la formule magique continuellement pour “inverser la courbe” du chômage est la relance de la croissance. Impossible maintenant d’argumenter pour démonter cette illusion. Une courbe, la dernière pour la route, permet de voir la baisse tendancielle (normale) du taux de croissance. Les reprises ne sont que la manifestation des variations conjoncturelles très rapides, parfois très amples, mais qui ne renversent pas la tendance à long terme.



Cette fois j’arrête !

“*Il faut savoir terminer une grève*”. Il faut aussi savoir terminer un exposé, déjà trop long, et conclure sans tarder davantage. En fait, cette phrase proclamée par Thorez en juin 1936, régulièrement évoquée depuis, est amputée, la phrase complète fut : “*Il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue*”. Ai-je, et surtout les lecteurs ont-ils obtenus satisfaction ?

Pour y répondre, il faudrait préciser quel était l’objectif poursuivi. J’ai en partie répondu, pour ce qui me concerne dans mon intro, placé dans le mail. Je me suis donné le temps de répondre aux slogans propagandistes de nos intégristes libéraux. Mais dénoncer les mensonges, les manip, ou tout simplement les âneries de la doxa n’auraient qu’un intérêt mineur voire mesquin ; se faire plaisir en quelque sorte. Le véritable objectif est d’enrayer la machine folle qui nous conduit, pas seulement les Français, à une exceptionnelle régression, nous transformant en pays en voie de sous-développement. Mais pour cela il ne suffit pas de s’opposer, il faut engager un véritable travail de réflexion sur le travail (et non l’emploi), sur la nécessaire souveraineté économique permettant l’assurance de la satisfaction des besoins, fondamentaux. On pourrait continuer à énumérer domaines qui nécessitent des efforts de remise en cause non seulement du modèle qu’on nous impose depuis plus de 30 ans, mais de tous les modèles qui ont précédé. La difficulté n’étant pas seulement, ni même principalement, intellectuelle, mais psychoculturelle par la remise en cause de ce qu’on croyait comme acquis. Ce n’est pas seulement une réforme structurelle, et surtout pas celle que nos “experts” nous proposent, mais une révolution profonde des comportements, des mentalités et des valeurs. La satisfaction n’a donc pas été pleinement obtenue. Il faudra continuer, non pas la grève, mais le travail déconstruction-reconstruction ; formule ironiquement savante qui “pacse” Dérída et Schumpeter.

**Jean-Claude COIFFET**

**Septembre 2013**